

الأمين العام

الجزائر في : 02 فيفري 2000

N°077/SGG/CAB/2000

A

Messieurs les Membres du Gouvernement

OBJET : PROCEDURE D'ELABORATION ET D'ADOPTION DES TEXTES

Le programme du Gouvernement adopté par l'assemblée populaire nationale et les programmes sectoriels, prévus pour en assurer l'effectivité sur le terrain, vont se traduire par des mesures d'ordre institutionnel, organique ou technique.

Ces mesures nécessitent l'élaboration de dispositifs législatifs et réglementaires dont la nature, le niveau, le contenu et la forme varient selon les secteurs et les activités à régir.

Dans le cadre de l'organisation du travail gouvernemental, un ensemble d'instructions et de directives relatives au processus et aux règles d'élaboration et d'adoption des textes législatifs et réglementaires a été

progressivement mis en place pour faciliter les activités normatives du Gouvernement.

Ces instructions et directives dont l'économie générale est reproduite dans ce qui suit, portent notamment sur :

- Le processus d'examen, d'élaboration et d'adoption des textes,
- Les avis préalables requis pour l'adoption de certains textes,
- L'incidence financière des projets et les moyens d'accompagnement.

1 - La directive de M. le Chef du Gouvernement N°41 en date du 11 décembre 1994 :

Ce document prévoit les étapes que doit suivre le projet de texte depuis son élaboration par le département ministériel ou l'institution concernée jusqu'à son aboutissement, c'est à dire sa publication au journal officiel par les services du Secrétariat Général du Gouvernement.

L'initiative de la proposition du texte appartient aux membres du Gouvernement. Il reste entendu que Monsieur le Président de la République et Monsieur le Chef du Gouvernement ont le pouvoir de proposer directement tout dispositif juridique jugé utile à la réalisation des objectifs de l'Etat et du Gouvernement.

Les textes initiés par les membres du Gouvernement sont soumis à la concertation préalablement à leur adoption.

L'objet de la concertation est de renforcer la coordination interministérielle et de garantir la cohérence des dispositifs législatifs et réglementaires. C'est l'occasion, également, d'assurer la prise en charge des orientations et directives de Monsieur le Président de la République.

La transmission du texte au Secrétariat Général du Gouvernement entame la phase officielle du processus d'examen et d'adoption du dispositif.

Les projets sont adressés au Secrétariat Général du Gouvernement en quarante (40) exemplaires en langue nationale et leur traduction en langue française dans une présentation qui facilite la lecture et l'exploitation .

Il est impératif que le texte soit accompagné par son exposé des motifs.

Le nombre d'exemplaires se justifie par la nécessité de faire diffuser le texte aux membres du Gouvernement et aux autres autorités et institutions publiques dont l'avis est requis.

Les avis et observations sont adressés à l'auteur du projet pour leur prise en charge éventuelle.

A l'issue des délais prévus pour la transmission des avis et observations, les services du Secrétariat Général du Gouvernement fixent le programme des réunions de travail avec le secteur initiateur du projet et les autorités et institutions concernées en vue d'examiner et mettre au point le texte.

A ce stade, il convient de souligner que les ministres doivent désigner, pour participer aux réunions de travail, un représentant qualifié et habilité à exprimer le point de vue officiel du ministre qu'il représente.

Sur la base des conclusions de la réunion, le ministère initiateur rédige la mouture et la transmet au Secrétariat Général du Gouvernement en cinq (05) exemplaires en langue nationale accompagnée de sa traduction en langue française.

Pour les textes à caractère réglementaire, si la mouture finale a pris en charge les observations émises et qu'il se dégage un consensus sur le projet, le texte est soumis, accompagné d'une note de présentation rédigée par les services du Secrétariat Général du Gouvernement, pour signature par l'autorité compétente.

En l'absence d'un consensus sur le contenu du dispositif, celui-ci est soumis, accompagné d'une note mettant les points de divergences, à l'arbitrage des autorités concernées.

Les textes à caractère législatif sont, quant à eux, déposés sur le bureau de l'assemblée populaire nationale après avis du conseil d'Etat et adoption par le Conseil des Ministres.

La formalité du dépôt est effectuée, au nom du Gouvernement, par Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement. Il en informe Monsieur le Président de la République, Monsieur le Chef du Gouvernement ainsi que le Ministre Chargé des Relations avec le Parlement.

2 - la circulaire de M. le Chef du Gouvernement N°22 du 20 septembre 1995 :

Elle impose aux départements ministériels et aux institutions concernées de soumettre à l'autorité chargée de la fonction publique et de la réforme administrative, pour avis technique préalable et obligatoire, **l'ensemble des projets de textes relatifs à la création, l'organisation, le fonctionnement, la modification ou la suppression des structures des institutions et administrations publiques.**

Il y a lieu de préciser que l'organisation des administrations centrales des ministères s'inscrit dans le cadre de cette procédure.

Pour l'exercice effectif de cette prérogative, une commission ad-hoc a été mise en place. Elle est présidée par l'autorité chargée de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et comprend un représentant de l'autorité chargée du budget et un représentant du département ministériel ou de l'institution autour du projet.

Les observations formulées par la commission ad-hoc sont traduites par un avis de la commission préalablement à l'engagement de la procédure d'adoption des projets de textes par le Secrétariat Général du Gouvernement suivant les procédures précédemment évoquées.

Il reste entendu que **les textes relatifs aux statuts particuliers demeurent soumis à la procédure déjà en vigueur**, c'est à dire leur élaboration conjointe par le ministère initiateur et la direction générale de la fonction publique.

Il y a lieu d'ajouter que la circulaire N°22 du 20 septembre 1995, rappelée par la correspondance de Monsieur le Chef du Gouvernement du 18 février 1996 élargit les missions de la commission ad-hoc, pour lui confier également l'examen des questions liées à :

- L'incidence financière découlant de l'apparition du nouvel organigramme,
- Les besoins en personnels suivant les niveaux de qualification,
- La disponibilité de locaux appropriés pour accueillir les nouvelles structures et leurs personnels,
- Les délais nécessaires pour mettre en place le nouvel organigramme.

3 - La décision du conseil du Gouvernement datée du 20 mai 1998 met à la charge des membres du gouvernement de transmettre au Secrétariat Général du Gouvernement les projets d'arrêtés pour l'examen de leur conformité à la législation et à la réglementation en vigueur, avant leur signature par le(s) ministre(s) concerné(s).

* *

*

Au delà des règles sus-citées, déjà largement consacrées par les usages, il importe de préciser que la qualité des textes est tributaire de l'intérêt porté à l'organisation de la fonction juridique au sein des administrations centrales des ministères et du niveau de qualification des cadres qui en assument la charge.

Or, il a été constaté que les structures juridiques (direction, sous-direction, bureau, ...) mises en place sont parfois insuffisamment dotées en moyens humains qualifiés aptes à traduire en termes législatifs et réglementaires la philosophie et les objectifs du programme du gouvernement en général et les politiques sectorielles en particulier.

Par ailleurs, la règle de la solidarité gouvernementale impose à chaque membre du Gouvernement d'endosser les actes de la collégialité gouvernementale. C'est pourquoi, il est essentiel que les ministres saisis pour donner leur avis sur les textes initiés par les autres membres du Gouvernement se prononcent de manière à communiquer tous les éléments susceptibles d'améliorer le dispositif proposé tant dans sa forme que dans son contenu.

En effet, le point de vue exprimé à travers la formule de facilité du type «l'examen du texte ne soulève pas d'observation de notre part» souvent reproduite dans les correspondances des ministères ne concorde pas toujours avec les positions exprimées par leurs représentants à l'occasion des réunions de coordination organisées, pour la finalisation du texte, par mes services.

Le rappel des instructions et directives suscitées a pour objectif d'améliorer la qualité des textes, d'assurer la rapidité de leur traitement et **de contribuer ainsi à la dynamique de rénovation et d'adaptation de l'arsenal juridique du pays qu'impose la mise en œuvre du Programme de Monsieur le Président de la République.**

En raison de ce qui précède, il est demandé à Messieurs les membres du Gouvernement de veiller au respect des règles et procédures ci-dessus énoncées.

الأمين العام للحكومة

أحمد نوي